



Sortir des guerres civiles, ou ne pas y entrer

Sandrine Lefranc

► To cite this version:

Sandrine Lefranc. Sortir des guerres civiles, ou ne pas y entrer. Pouvoirs - Revue française d'études constitutionnelles et politiques, 2023, 188, pp.73-81. <hal-04364005>

HAL Id: hal-04364005

<https://sciencespo.hal.science/hal-04364005v1>

Submitted on 26 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Sortir des guerres civiles, ou ne pas y entrer

Sandrine Lefranc, Sciences Po, Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE), CNRS, Paris, France.

In: *Pouvoirs*, n° 188, 2023, p. 73-81

<https://revue-pouvoirs.fr/tous-les-numeros/>

Sandrine Lefranc est politiste au CNRS (CEE, Sciences Po Paris), où elle mène des recherches sur différentes formes de justice – transitionnelle, pénale, restaurative – ainsi que sur les politiques de paix et de mémoire, en France et ailleurs.

Parmi ses publications récentes : *Comment sortir de la violence, enjeux et limites de la justice transitionnelle*, CNRS Éditions, 2022 ; avec S. Gensburger, *La mémoire collective en question(s)*, P.U.F., 2023. Courriel : sandrine.lefranc@sciencespo.fr

Résumé

Comment sortir d'une guerre civile ? Comment ne pas y entrer ? Les nombreuses organisations actives dans la pacification des conflits, une large part de la littérature académique comme les producteurs de baromètres de la paix, privilégient une conception ambitieuse de la paix civile ; une réconciliation doit permettre des liens denses entre les groupes et des valeurs communes. Ce texte réfléchit aux limites d'une telle action, et esquisse une conception plus ordinaire de la paix civile.

Introduction

Comment sortir d'une guerre civile, c'est-à-dire un conflit violent durable et intense entre des groupes de concitoyens aux contours assez stabilisés ? Pour certains observateurs, il suffirait de laisser faire la dynamique des rapports armés. La lassitude des belligérants ou une recomposition politique auraient par exemple pour effet d'abaisser la violence sous le seuil de la guerre¹. Pour les autres, une guerre civile n'est pas finie tant que les belligérants ne sont pas redevenus des concitoyens capables non seulement de cohabiter, mais de s'entendre sur des institutions, des règles et des finalités justes et communes. Cette « paix positive », que Johan Galtung a opposée à la cessation « négative » de la violence physique négociée par les élites politiques, peut même impliquer d'en finir durablement avec des violences dites « structurelles », en créant les conditions d'une coopération fondée sur l'égalité, la justice sociale et l'autonomie des citoyens².

C'est au nom d'une telle conception que s'est déployée depuis la fin de la Guerre froide une intense activité de pacification. Une myriade d'organisations intergouvernementales ou non gouvernementales, d'Églises et d'universités, agissent dans des pays étrangers. Elles ne se contentent pas d'y intervenir militairement, de leur prodiguer une aide humanitaire, d'appuyer leur développement économique ou de réformer leurs institutions. Elles entreprennent aussi de faire dialoguer les belligérants – élites politiques, hommes en armes comme adolescents des quartiers urbains. Ces initiatives de dialogue, comme les efforts fournis pour amener les

¹ Par exemple, l'Uppsala Conflict Data Program considère qu'un conflit armé fait au moins 25 morts par an.

² Johan Galtung, « Violence, Peace, and Peace Research », *Journal of Peace Research*, 6(3), 1969, pp. 167-191.

concitoyens à la tolérance, portent une conception très ambitieuse de la paix. Celle-ci se retrouve dans les outils, récemment développés, de mesure des risques qui pèsent sur les pays en paix : la force des liens et les valeurs communes permettraient de sortir d'une guerre civile, comme de ne pas y entrer.

Cet article, nourri de l'observation longue et extensive de ces pratiques³, propose une réflexion sur les limites de l'action volontariste de sortie des guerres civiles et de la logique réconciliatrice qui la sous-tend, en esquissant une conception plus ordinaire de la paix civile.

Comment sort-on des guerres civiles ?

L'organisation de la sortie des guerres civiles mobilise un grand nombre d'acteurs locaux comme de salariés d'organisations internationales. Des réseaux défèrent ces acteurs, dont l'Alliance for Peacebuilding, créée à Washington D.C. en 2003, qui rassemble 130 organisations, et l'European Peacebuilding Liaison Office, créé à Bruxelles en 2001, qui en rassemble 56. Cette action n'est ainsi pas seulement menée par les diplomaties des États. Beaucoup d'acteurs « privés » (anciens gouvernants, hommes d'Églises, universitaires, ONG, villes) intercèdent auprès des représentants des groupes en conflit et des élites intermédiaires. Des universitaires se sont ainsi engagés dès les années 1960 dans la « résolution des conflits »⁴. A partir surtout des années 1980, ce sont des ONG spécialisées comme Search for Common Ground (SFCG), qui ont entrepris de systématiser ce principe de dialogue à l'ensemble des populations des pays en conflit civil.

Les mots utilisés pour nommer cette action sont divers : on y travaille à la « consolidation de la paix » (*peacebuilding*), on mène une politique de « justice transitionnelle », on œuvre à l'installation d'une « paix positive ». Aux modalités usuelles de négociation d'accords de paix et d'intervention militaire (*preventive diplomacy, peacemaking et peacekeeping*), l'Organisation des Nations Unies (ONU) a ainsi ajouté en 1992 le *peacebuilding*, c'est-à-dire « l'action menée en vue de définir et d'étayer les structures propres à raffermir la paix afin d'éviter une reprise des hostilités »⁵, ou la construction de « something that is more than just the absence of war »⁶.

A la même époque, un large secteur de l'action internationale a été édifié sous le label de justice transitionnelle. L'expression englobe des procédures judiciaires à l'encontre des acteurs les plus violents, des réparations aux victimes, des politiques de mémoire et d'écriture d'une « vérité » commune, une réforme des forces de sécurité, etc.⁷ Les initiatives de dialogue, à l'échelle locale et entre les gens « ordinaires » sont aussi emblématiques de la paix positive. Il s'agit explicitement de contourner les élites et les gouvernements, pour « réconcilier » les groupes en conflit : les amener à dépasser haine et préjugés et œuvrer à la création de liens denses entre les individus. L'ONG SFCG déjà évoquée ouvre, par exemple dans les capitales et les villages de l'Afrique des Grands Lacs, des espaces de rencontre aux élites locales aussi bien qu'aux des femmes et enfants des groupes en conflit ; elle produit des émissions de radio avec des journalistes issus des différentes ethnies, soutient des entreprises ou organise des événements artistiques ou sportifs pareillement mixtes.

³ Par entretiens, observation dans les pays d'intervention et aux sièges des organisations, prosopographie, etc. Voir de l'auteure, *Comment sortir de la violence ? Enjeux et limites de la justice transitionnelle*, CNRS Éditions, 2022.

⁴ Voir par exemple Ronald J. Fisher, « Social-Psychological Processes in Interactive Conflict Analysis and Reconciliation », in M. Abu-Nimer, ed., *Reconciliation, Justice, and Coexistence: Theory and Practice*, Lanham, Lexington Books, 2001.

⁵ United Nations, *An Agenda for Peace. Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peace-Keeping. Report of the Secretary-General*, A/47/277, 17 juin 1992 ; United Nations, *Supplement to an Agenda for Peace: Position Paper of the Secretary-General on the Occasion of the Fiftieth Anniversary of the United Nations*, janvier 1995 : <https://digitallibrary.un.org/record/168325>. Les sites Internet ont été consultés le 8 septembre 2023.

⁶ United Nations, *Report of the Panel on United Nations Peace Operations*, A/55/305-S/2000/809, 21 août 2000, p. 3.

⁷ De l'auteure, *Comment sortir de la violence ?*, op. cit.

Ces initiatives combinent une action de (re)tissage volontariste des liens sociaux et une action de nature éducative. Il s'agit, d'une part, de rééduquer les « violents », par exemple en formant policiers et militaires aux droits humains, au lieu de seulement les désarmer ou les intéresser à court terme à un accord de paix. Le dépassement des préjugés, l'éducation de tous les citoyens, permettraient la généralisation d'une attitude de tolérance qui ferait obstacle le moment venu à la répétition des violences. Il s'agit, d'autre part, dans les dialogues en petits groupes évoqués ou dans des institutions *ad hoc*, de diffuser un récit partageable sur les causes et dynamiques des événements violents, en même temps que des valeurs communes. Les quelque cinquante commissions de vérité créées à ce jour ont transposé à l'échelle nationale ce principe d'échange public sur le conflit. Elles ont revendiqué la diffusion d'une histoire commune, voire une fonction de « guérison » (*healing*, terme affiché en très grands caractères lors des auditions de la Truth and Reconciliation commission sud-africaine) – des victimes comme des agents de la violence.

De quoi sont faites nos paix ?

Un grand volontarisme caractérise ces bâtisseurs de la paix, qui promeuvent une conception forte de la cohésion sociale. Les efforts qu'ils font pour retisser des liens sociaux entre tous et à toutes les échelles, comme le principe d'un dépassement des préjugés et de la réforme des dispositions individuelles, mettent en évidence la prégnance d'une logique réconciliatrice, même après des violences de masse et lorsque les hostilités demeurent vives. Cette conception maximaliste de la concorde civile suppose, plutôt qu'une simple coexistence, que les citoyens s'accordent sur l'essentiel : le récit de ce qui a eu lieu, la distribution des responsabilités dans les violences commises, les réparations nécessaires, mais aussi l'organisation d'un futur partagé. La paix civile semble exiger que les groupes en conflit s'accordent sur des récits et des normes communs, qu'ils se re-lient, quand dans le même temps les individus surmontent les effets traumatiques des violences subies et infligées. Si nous voulons nous réconcilier, c'est que nous comprenons les violences politiques comme une déchirure, qu'il s'agirait alors de suturer.

Cette façon de concevoir la manière de sortir d'une guerre se retrouve dans d'autres propositions, relatives cette fois à la façon de *ne pas entrer* en guerre civile. C'est le cas par exemple des outils de mesure de la qualité des paix civiles, qui ont connu un récent développement. La paix positive est ainsi devenue un indicateur, opposable à d'autres indicateurs de développement ou de paix : l'Institute for Economics and Peace classe les pays du monde selon un *Global Peace Index* et un *Positive Peace Index*⁸. Si le premier est composé classiquement d'indicateurs relatifs aux dépenses de sécurité, le *Positive Peace Index* agrège 24 indicateurs disparates, qui évaluent la distribution des ressources, l'égalité entre hommes et femmes, l'espérance de vie, la circulation de l'information, le fonctionnement du gouvernement, la corruption, la reconnaissance des droits d'autrui par le grand nombre, la confiance entre les groupes sociaux et les élites, l'harmonie entre voisins, l'acceptation du tourisme étrangers, etc.⁹ Le Center for Sustainable Peace and Democratic Development a de son côté entrepris d'identifier, à partir de sondages d'opinion, des « facteurs de résilience » qui favorisent notamment les « attitudes cohésives » et la capacité des individus de résister aux « récits diviseurs ». Sont construits à partir de là des modèles prédictifs qui identifient les dynamiques qui font basculer dans la violence, ou consolident la paix¹⁰.

L'Indice de cohésion sociale produit par l'IPSOS sur la base d'une enquête menée auprès de plus de 20 000 adultes dans 27 pays, insiste de la même manière sur la densité des liens entre concitoyens. La pandémie de COVID-19 a été l'occasion d'un cri d'alarme, l'IPSOS affirmant en novembre 2020 que « la cohésion sociale (était) en péril à l'échelle mondiale », 41% des citoyens

⁸ Voir <https://www.economicsandpeace.org/reports/>

⁹ <https://www.visionofhumanity.org/maps/positive-peace-index/#/>

¹⁰ <https://www.scoreforpeace.org/en/publications>

du monde étant en train de se « désolidariser » de leur société, tandis que seulement 21% des pays bénéficiaient de liens sociaux encore « solides »¹¹.

Ces baromètres s'attaquent – c'est appréciable – à la question des facteurs, sinon de l'entrée en guerre, du moins du délitement de la paix civile. Ils affirment, entre autres choses, que ce qui unit les habitants d'un pays, ce sont les liens denses fondés sur une identité nationale commune, une acceptation du système légal et politique, une confiance partagée, des conceptions communes et une ouverture à la diversité. Ils reflètent nos inquiétudes de citoyen.ne.s ordinaires face aux agressions répétées et à l'annonce d'une catastrophe économique ; ils les confortent aussi en légitimant des politiques susceptibles de durcir les identités. Qu'est-ce qui, dans un état de paix relative, est annonciateur de la guerre ? Qu'est-ce qui pourrait nous permettre d'anticiper les malheurs à venir, dans nos modes de vies, nos relations avec les autres, nos valeurs, l'accueil que nous faisons à la diversité des goûts et des pratiques, ou encore dans les actes de nos gouvernants ?

Peut-on anticiper le surgissement des violences ?

Les situations d'après-guerre civile sont généralement appréhendées par la littérature académique et experte comme des moments de persistance d'identités sincèrement hostiles ; en miroir, les tensions des sociétés en paix sont référées, par les baromètres comme par les discours politiques et médiatiques, à des processus de polarisation et de cristallisation d'identités hostiles. Il n'existe pourtant pas d'accord sur ce que seraient les facteurs prédictifs d'un conflit civil violent. Les sciences sociales ont bien tenté de repérer des facteurs certains d'un basculement : la crise économique et la prédation des ressources, d'un côté, ou les haines ancestrales et l'intolérance, de l'autre, ont souvent été mises en avant, par exemple lorsqu'il s'est agi de rendre compte de la prolifération de guerres civiles au sortir de la Guerre froide. Ces explications ont depuis lors été remises en cause. D'une part, les conflits politiques sont provoqués par des causes nombreuses et difficilement démêlables, articulant entreprises politiques, dynamiques d'exclusion sociale, difficultés économiques, hostilités entre les groupes. Ces causes ne se retrouvent pas à l'identique d'un pays à un autre. D'autre part, ces conflits sont des processus aléatoires. Certains pays présentaient toutes les bonnes raisons de basculer dans la violence, mais ils n'y sont pas tombés¹². D'autres semblent « immunisés » et pourtant ils basculent. C'est d'ailleurs cette difficulté d'anticiper la violence qui a suscité les efforts de mesure déjà évoqués, à un moment où les organisations internationales, l'ONU en particulier, mettent l'accent sur la prévention de la violence.

Pareille difficulté à anticiper les facteurs d'entrée et de sortie dans la guerre civile met en évidence une erreur dans le diagnostic porté sur les dynamiques de violence. Expert.es et acteur.ices de la pacification entendent réconcilier une société d'après-violence qu'ils pensent « déchirée ». La paix est ainsi définie en stricte opposition à la guerre, la guerre présentée comme une situation exceptionnelle, marquée par le déchirement social (ou la dilapidation d'un « capital social »¹³), un traumatisme généralisé, et des individus sans attache et démoralisés, etc.¹⁴

¹¹ La France est mal classée, au 17^e rang pour l'index de paix positive, et un indicateur de cohésion négatif, au contraire de la Chine, l'Arabie saoudite, l'Australie, l'Inde et la Malaisie, dont les scores sont positifs.

¹² Scott Straus, *Making and Unmaking Nations: War, Leadership, and Genocide in Modern Africa*, Ithaca, Cornell University Press, 2016.

¹³ Nat J. Colletta et Michelle L. Cullen, *Violent Conflict and the Transformation of Social Capital: Lessons from Cambodia, Rwanda, Guatemala, and Somalia*, Washington, D.C., The World Bank, 2000, p. 3-4.

¹⁴ « Une société traumatisée », selon Kora Andrieu, *La justice transitionnelle : de l'Afrique du Sud au Rwanda*, Paris, Folio, 2012, p. 27.

L'anthropologie des conflits, en particulier en Afrique¹⁵, a sonné le glas des espoirs des promoteurs des baromètres de la paix de parvenir à une anticipation fiable. Guerre et paix sont généralement abordés comme des états inversés : aux sociétés en paix, la cohésion, aux sociétés en guerre, l'anomie. Les enquêtes menées dans le moment même des conflits ont cependant mis en évidence le fait que ceux-ci ne sont pas des états chaotiques ; on y trouve des formes d'organisation, et même des solidarités fortes. Les observations de plus long terme ont montré l'existence de continuités importantes entre guerre et paix, du point de vue des solidarités que suppose la guerre, des occupations des hommes en armes (un milicien devient un soldat officiel puis un policier ou un coupeur de route)¹⁶, des formes d'organisation du politique, des hiérarchies sociales¹⁷ ou des valeurs morales¹⁸. La guerre ne suppose pas mécaniquement l'anomie sociale. Certains conflits civils privent les citoyen.ne.s de toute sécurité et de tout « tacite »¹⁹. Mais une routinisation de la vie sociale demeure possible, et des formes nouvelles de contrôle collectif s'organisent, qui permettent le plus souvent l'évitement de la violence de masse. Les pires violences ont en outre affecté des sociétés très organisées et normées (le Rwanda, par exemple).

Il ne faudrait pas, par ailleurs, négliger l'importance ni des moments qui précèdent immédiatement le conflit ni du processus violent lui-même. Un génocide n'est pas seulement le produit des vieilles haines ou de projets politiques muris ; il est rendu possible par le processus de mobilisation qui amène chaque tueur à tuer et à répéter son geste²⁰. Ce n'est donc pas la déliaison sociale, ou les antagonismes sincères, qui font les conflits ouverts. Ce sont, davantage, des enchaînements aléatoires entre une crise économique, les effets d'un conflit dans un pays voisin, un discours politique invitant à l'exclusion, un conflit local, l'entrée en lice d'une autorité religieuse, et bien d'autres choses encore, qui les provoquent. Ni une crise économique ni des hostilités au sein d'une société défiante ne suffisent à provoquer la guerre. Ce sont les efforts faits par de petits groupes pour leur donner une importance, un sens, une gravité, et organiser à partir de là le ralliement à des groupes en conflit.

C'est ce que montrent les enquêtes qui s'intéressent au vécu des habitants des sociétés affectées par des conflits civils. Ivana Maček montre par exemple comment dans une Bosnie mixte – où les mariages mixtes entre bosniaques musulmans, serbes et croates sont très fréquents, leurs valeurs et pratiques très homogènes –, c'est le conflit lui-même, initié en 1992 par des hommes politiques tentant de tirer le plus de pouvoir possible de la fin du régime communiste, qui provoque la déliaison et le repli sur des identités séparées²¹. Elle montre comment les hommes et les femmes restés à Sarajevo sont soucieux d'abord de faire comme si tout était « normal », de faire preuve de sens de la débrouille et d'humour, même confronté.es à l'effondrement de leurs routines : les pannes d'eau et de chauffage, ou l'humiliation de la livraison par les pays étrangers de biscuits humanitaires depuis longtemps périmés. Tou.te.s ou presque demeurent attaché.e.s le

¹⁵ Paul Richards, éd., *No Peace No War: Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Athens, Ohio University Press, 2004.

¹⁶ Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Karthala, 2013.

¹⁷ Nicolas Mariot, « "Je crois qu'ils ne me détestent pas". Écrire l'inimitié dans les correspondances lettrées de la Grande Guerre », *Genèses*, 96, 2014, pp. 62-85

¹⁸ Harald Welzer, *Les exécuteurs : des hommes normaux aux meurtriers de masse*, Paris, Gallimard, 2007, montre la continuité entre « morale nationale-socialiste » et morale de l'Allemagne de Weimar. Lorsqu'un exécuter allemand impliqué dans le « génocide par balle » s'écarte, pour aller vomir derrière un buisson, du lieu où il tuait des juifs ukrainiens en masse, ce que sa nausée exprime c'est peut-être la honte, mais c'est peut-être aussi la persistance des règles du savoir-vivre ordinaire. On tue des hommes qu'on ne regarde plus comme des hommes, mais on s'écarte pour ne pas affecter ses collègues lorsqu'on vomit.

¹⁹ Par exemple lors de la guerre de 1976-1992 au Mozambique. Carolyn Nordstrom, « Terror Warfare and the Medicine of Peace », *Medical Anthropology Quarterly*, 12(1), 1998, pp. 103-121, montre que les violences y sont si systématiques qu'elles suppriment toute chance de vie ordinaire. sans pour autant empêcher que les gens « re-create viable worlds » (pp. 107-110).

²⁰ Voir Lee Ann Fujii, *Killing Neighbors: Webs of Violence in Rwanda*, Ithaca, Cornell University Press, 2009 ; Élisabeth Claverie, « Démasquer la guerre. Chronique d'un nettoyage ethnique. Visegrad (Bosnie-Herzégovine), printemps 1992 », *L'Homme*, 203-204, 2012.

²¹ Ivana Maček, *Sarajevo Under Siege: Anthropology in Wartime*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2009.

plus longtemps possible à leurs repères mixtes, mais sont progressivement amené.e.s à s'aligner sur les identités ethno-nationales construites par des factions politiques, confirmées par les pays étrangers, et qui deviennent des repères plus sûrs pour faire face aux carences matérielles et aux craintes quotidiennes. Iels font leurs, ainsi, des états d'esprit guerriers, dont iels ne sont jamais tout à fait dupes, et que souvent iels délaissent par lassitude pour adopter des dispositions de « déserteurs », à défaut de pouvoir redevenir des « civils », pour citer Maček.

Ce que montrent ses travaux, c'est que la violence s'inscrit dans des jeux sociaux et politiques ordinaires. Ces descriptions réfléchies remettent en question l'hypothèse d'une « cassure » des hommes, des rapports sociaux et des sociétés, laquelle susciterait des hostilités durables qu'il incomberait aux baromètres de mesurer et aux politiques de paix de défaire.

Conclusion. Une paix civile bien ordinaire

Cette nostalgie d'une cohésion sociale donnée pour dévitalisée, d'une confiance perdue, tend à nous faire croire qu'il existe quelque chose comme une cohésion qui fonderait et pérenniserait la paix. C'est un discours simpliste sur la manière dont nous « faisons société ». Cette paix-là, fondée sur les interactions denses au-delà des petits groupes de semblables, des valeurs communes, d'une confiance éprouvée et ressentie au quotidien, d'une ouverture à la diversité, n'a sans doute jamais existé.

Les sociologues ont, au moins depuis Durkheim, beaucoup fait pour montrer comme nos sociétés, très différenciées, supposent des formes de solidarité plus complexes, où il n'est nul besoin de reconnaître l'autre comme son semblable et une personne de confiance... On peut très bien cohabiter, à l'échelle d'une nation, avec des personnes qui ne partagent pas nos conceptions, mœurs ou crédos religieux. Nos vies nous amènent d'ailleurs à vivre dans plusieurs mondes sociaux, qui sont souvent autant de groupes assez fermés fonctionnant sur le mode du « quant-à-soi ». Le premier « séparatisme » est social. Nos liens peuvent être faibles²², et cette faiblesse faire leur force.

Nos relations avec la plupart de nos concitoyen.ne.s – celles et ceux que l'on ne rencontre jamais – sont indirectes, fondées sur des routines communes, dans un environnement institutionnel unifié. Ce sont, pour le dire plus simplement, moins les valeurs communes que l'expérience des transports en commun, des autoroutes, des guichets d'administration et des places de marché, qui nous rend aptes à vivre ensemble²³. Et cette vie commune est plus aisée lorsque les routines sont fluides ou maîtrisées – que les transports et l'État marchent bien –, lorsque nous ne nous posons pas de questions. C'est le cas aussi des situations de sortie de guerre civile. Ancien.ne.s combattant.e.s démobilisés, déplacé.e.s et victimes de guerre colombien.ne.s renouent ainsi très vite, alors même que la guerre n'est pas finie, des relations ordinaires, au travail et dans les commerces ; l'absence de tout rejet mécanique frappe d'autant plus que les méfiances vis-à-vis des « autres sociaux » (sans domicile et petits délinquants) sont affichées²⁴. Mesurer la cohésion en postulant que l'appartenance à une société se fonde sur l'intention des individus d'y appartenir, sur des convictions partagées, sur la réalité des liens – que pourraient raviver des politiques publiques dédiées –, c'est passer à côté de la réalité de la cohésion sociale.

²² Alexandre Gefen et Sandra Laugier (dir.), *Le pouvoir des liens faibles*, CNRS Editions, 2020.

²³ Carole Gayet-Viaud, *La civilité urbaine. Enquête sur les formes élémentaires de la coexistence démocratique*, Paris, Economica « Etudes sociologiques », 2022.

²⁴ Juan Diego Prieto, « Together after War While the War Goes On: Victims, Ex-Combatants and Communities in Three Colombian Cities », *International Journal of Transitional Justice*, 6(3), novembre 2012, pp. 525–546. Cette dimension quotidienne de ce qui fait la paix est analysée de manière plus large par Pamina Firchow, *Reclaiming Everyday Peace: Local Voices in Measurement and Evaluation after War*, Cambridge University Press, 2018.